

**CONVENTION**  
**SUR**  
**LA SECURITE SOCIALE**  
**ENTRE**  
**LE ROYAUME DE BELGIQUE**  
**ET**  
**L'ETAT D'ISRAËL**

**CONVENTION  
SUR  
LA SECURITE SOCIALE  
ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
L'ETAT D'ISRAËL**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT D'ISRAËL,**

**ANIMÉS** du désir de régler les rapports réciproques entre les deux Parties dans le domaine de la sécurité sociale,

**ONT DÉCIDÉ** de conclure une convention à ce effet et sont convenus de ce qui suit:

## TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 1<sup>er</sup> Définitions

1. Pour l'application de la présente Convention:
  - (a) Le terme "Belgique" désigne: le Royaume de Belgique;  
Le terme "Israël" désigne: l'Etat d'Israël.
  - (b) Le terme "ressortissant" désigne:
 

En ce qui concerne la Belgique: une personne qui a la nationalité belge;  
En ce qui concerne Israël: une personne qui a la nationalité israélienne.
  - (c) Le terme "législation" désigne: les lois et règlements visés à l'article 2.
  - (d) Le terme "autorité compétente" désigne:
 

En ce qui concerne la Belgique: les Ministres chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la législation visée à l'article 2, paragraphe 1 A;

En ce qui concerne Israël: le Ministre chargé de l'application de la législation visée à l'article 2, paragraphe 1 B.
  - (e) Le terme " institution " désigne: l'institution, l'organisation ou l'autorité chargée d'appliquer, en tout ou en partie, les législations visées à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>.
  - (f) Le terme "période d'assurance" désigne: toute période reconnue comme telle par la législation sous laquelle cette période a été accomplie, ainsi que toute période assimilée reconnue par cette législation.
  - (g) Le terme "prestation" désigne: toute prestation en nature ou en espèces prévue par la législation de chacune des Parties contractantes, y compris tous compléments ou majorations qui sont applicables en vertu des législations visées à l'article 2.
  - (h) Le terme "allocations familiales" désigne:
 

en ce qui concerne la Belgique: les prestations périodiques en espèces accordées exclusivement en fonction du nombre et de l'âge des enfants, à l'exclusion de tout autre supplément.

en ce qui concerne Israël: les allocations familiales accordées conformément à la législation israélienne.
  - (i) Le terme "membre de la famille" désigne: toute personne définie ou admise comme membre de la famille ou désignée comme membre du ménage par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies.
  - (j) Le terme "survivant" désigne: toute personne définie ou admise comme telle par la législation au titre de laquelle les prestations sont servies.

- (k) Le terme “apatride” désigne: toute personne définie comme apatride à l’article 1<sup>er</sup> de la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides.
  - (l) Le terme “réfugié” désigne: toute personne ayant obtenu la reconnaissance du statut de réfugié en application de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ainsi qu’au protocole additionnel du 31 janvier 1967.
  - (m) Le terme “données personnelles” désigne: toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable (‘personne concernée’); est réputée identifiable une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d’identification ou à un ou plusieurs éléments spécifiques, propres à son identité physique, physiologique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
2. Tout terme non défini au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article a le sens qui lui est attribué par la législation qui s’applique.

## Article 2

### Champ d’application matériel

1. La présente Convention s’applique:
- A. en ce qui concerne la Belgique, aux législations relatives:
    - a) aux accidents du travail et aux maladies professionnelles;
    - b) aux pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants;
    - c) à l’assurance invalidité des travailleurs salariés, des marins de la marine marchande et des ouvriers mineurs ainsi que des travailleurs indépendants;
    - d) aux allocations familiales des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants;
 et, en ce qui concerne le Titre II uniquement, aux législations relatives:
    - e) à la sécurité sociale des travailleurs salariés;
    - f) à la sécurité sociale des travailleurs indépendants;
  - B. en ce qui concerne Israël, à la loi d’assurance nationale (version consolidée) 5755 – 1995, dans la mesure où elle est applicable aux branches d’assurance suivantes:
    - a) assurance vieillesse et survie;
    - b) assurance invalidité;
    - c) assurance lésions professionnelles;
    - d) assurance pour enfants;
 et, en ce qui concerne le Titre II uniquement, à la loi d’assurance nationale (version consolidée) 5755 – 1995.

2. présente Convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup> La du présent article.

Elle s'appliquera également aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires s'il n'y a pas, à cet égard, opposition de la Partie contractante qui modifie sa législation, notifiée à l'autre Partie contractante dans un délai de six mois à partir de la publication officielle desdits actes.

La présente Convention n'est pas applicable aux actes législatifs ou réglementaires instituant une nouvelle branche de sécurité sociale, sauf si un accord intervient à cet effet entre les autorités compétentes des Parties contractantes.

### Article 3

#### Champ d'application personnel

Sauf dispositions contraires, la présente Convention s'applique:

- a) aux personnes qui sont ou qui ont été soumises à la législation de l'une des Parties contractantes et qui sont
- (i) des ressortissants de l'une des Parties contractantes,
  - (ii) des ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne,
  - (iii) des ressortissants d'un Etat tiers avec lequel les deux Parties contractantes sont liées par une convention de sécurité sociale,
  - (iv) des apatrides ou des réfugiés reconnus par l'une des Parties contractantes,

ainsi qu'à toute autre personne en ce qui concerne les droits dérivés issus de la personne précitée;

- b) aux membres de la famille et aux survivants de personnes qui ont été soumises à la législation de l'une des deux Parties contractantes, sans égard à la nationalité de ces dernières, lorsque ces membres de la famille ou ces survivants sont des ressortissants de l'une des Parties contractantes ou de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou d'un Etat avec lequel les deux Parties contractantes sont liées par une convention de sécurité sociale ou bien des apatrides ou des réfugiés reconnus par l'une des Parties contractantes.

### Article 4

#### Egalité de traitement

A moins qu'il n'en soit autrement disposé dans la présente Convention, les personnes visées à l'article 3, qui résident sur le territoire d'une Partie contractante, sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de la Partie contractante dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette Partie.

Article 5  
Exportation des prestations

1. A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse, de survie, d'accidents du travail et de maladies professionnelles acquises au titre de la législation de l'une des Parties contractantes ne peuvent subir aucune réduction ou modification du fait que le bénéficiaire séjourne ou réside sur le territoire de l'autre Partie contractante.
2. Les prestations de vieillesse et de survie et les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles dues en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes sont payées aux ressortissants de l'autre Partie qui résident sur le territoire d'un Etat tiers, dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de ressortissants de la première Partie résidant sur le territoire de cet Etat tiers.

Article 6  
Clauses de réduction ou de suspension

Les clauses de réduction ou de suspension prévues par la législation d'une Partie contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables aux bénéficiaires, même s'il s'agit de prestations acquises en vertu d'un régime de l'autre Partie contractante ou si les activités professionnelles en question sont exercées sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable au cumul de prestations de même nature, calculées au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sur le territoire des deux Parties contractantes.

**TITRE II**  
**DISPOSITIONS DÉTERMINANT LA LÉGISLATION APPLICABLE**

Article 7  
Règles générales

1. Sous réserve des articles 8 à 10, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes:
  - a) à moins que la présente Convention n'en dispose autrement, la personne qui exerce une activité salariée ou indépendante sur le territoire d'une Partie contractante est, pour cette activité salariée ou indépendante, soumise uniquement à la législation de cette Partie contractante, quelle que soit la Partie sur le territoire de laquelle l'employeur a son siège social et quelle que soit la Partie sur le territoire de laquelle la personne qui exerce une activité indépendante a sa résidence;

- b) la personne qui exerce une activité salariée à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie contractante est soumise à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a sa résidence;

la personne qui exerce une activité salariée ou indépendante à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat tiers est soumise à la législation israélienne lorsque son employeur a son siège en Israël et que la personne concernée réside en Israël;

- c) les personnes qui font partie du personnel roulant ou navigant d'une entreprise effectuant, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises par voies ferroviaire, routière ou aérienne et ayant son siège sur le territoire d'une Partie contractante est soumise à la législation de cette dernière Partie.

Toutefois, lorsque l'entreprise a une filiale ou une représentation permanente sur le territoire de l'autre Partie contractante, les travailleurs salariés occupés par cette filiale ou représentation sont soumis à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle est établie.

2. La personne qui exerce une activité professionnelle indépendante sur le territoire de l'une et de l'autre Partie contractante est soumise uniquement à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a sa résidence habituelle. Pour la fixation du montant des revenus à prendre en considération pour les cotisations dues sous la législation de cette Partie contractante, il est tenu compte des revenus professionnels de travailleur indépendant acquis sur le territoire des deux Parties.
3. En cas d'exercice simultané d'une activité professionnelle indépendante en Belgique et salariée en Israël, l'activité exercée en Israël est assimilée à une activité salariée exercée en Belgique, en vue de la fixation des obligations qui résultent de la législation belge relative au statut social des travailleurs indépendants.
4. La personne qui exerce simultanément une activité salariée sur le territoire de l'une et de l'autre Partie contractante est soumise uniquement à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle elle a sa résidence habituelle. Pour la fixation du montant des revenus à prendre en considération pour les cotisations dues sous la législation de cette Partie contractante, il est tenu compte des revenus professionnels de travailleur salarié acquis sur le territoire des deux Parties, conformément à leur législation respective.

## Article 8

Règles particulières

1. Le travailleur salarié qui, étant au service d'une entreprise ayant sur le territoire de l'une des Parties contractantes un établissement dont il relève normalement, est détaché par cette entreprise sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y effectuer un travail pour le compte de celle-ci, reste, ainsi que les membres de sa famille qui l'accompagnent, soumis à la législation de la première Partie comme s'il continuait à être occupé sur son territoire à la condition que la durée prévisible du travail qu'il doit effectuer n'excède pas vingt-quatre mois et qu'il ne soit pas envoyé en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement.
2. L'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, b), n'est pas d'application aux personnes qui, n'étant pas occupées habituellement en haute mer, sont occupées dans les eaux territoriales ou dans un port d'une des Parties contractantes sur un navire battant pavillon de l'autre Partie. Selon le cas, l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, a), ou le paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article est d'application.
3. Dans le cas où le détachement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article se poursuit au delà de vingt-quatre mois, les autorités compétentes des deux Parties contractantes ou les institutions compétentes désigner par ces autorités compétentes peuvent accepter que le travailleur reste soumis uniquement à la législation de la première Partie contractante.

## Article 9

Fonctionnaires, membres des missions diplomatiques et des postes consulaires

1. Les fonctionnaires et le personnel assimilé sont soumis à la législation de la Partie contractante dont relève l'administration qui les occupe. Ces personnes ainsi que les membres de leur famille sont à cet effet considéré comme résidant sur le territoire de cette Partie contractante, même s'ils se trouvent sur le territoire de l'autre Partie contractante.
2.
  - a) Les ressortissants d'une Partie contractante envoyés en qualité de membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire par le gouvernement de cette Partie contractante sur le territoire de l'autre Partie contractante sont soumis à la législation de la première Partie contractante.
  - b) Les personnes engagées par une mission diplomatique ou un poste consulaire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante sont soumises à la législation de cette dernière Partie contractante.

Toutefois, les personnes qui sont des ressortissants de la première Partie contractante et qui ont opté pour l'application de la législation de cette Partie contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, sur la base de la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Etat d'Israël, signée à Bruxelles le 5 juillet 1971, restent soumises à cette législation.



- c) Lorsque la mission diplomatique ou le poste consulaire d'une des Parties contractantes occupe des personnes qui, conformément au sous-paragraphe b), sont soumises à la législation de l'autre Partie contractante, la mission ou le poste tient compte des obligations imposées aux employeurs par la législation de cette Partie contractante.
- d) Les dispositions des sous-paragraphe b) et c) sont également applicables par analogie aux personnes occupées au service privé d'une personne visée au sous-paragraphe a).
- e) Les dispositions du présent paragraphe sont également applicables aux membres de la famille des personnes visées aux sous-paragraphe a) à d), vivant à leur foyer, à moins qu'ils n'exercent eux-mêmes une activité salariée ou indépendante.
- f) Les dispositions des sous-paragraphe a) à d) ne sont pas applicables aux membres honoraires d'un poste consulaire ni aux personnes occupées au service privé de ces personnes.

#### Article 10

##### Dérogations

Dans l'intérêt de certains assurés ou de certaines catégories d'assurés, les autorités compétentes, en ce qui concerne la Belgique, et l'institution compétente, en ce qui concerne Israël, peuvent prévoir, d'un commun accord notifié par écrit, des dérogations aux dispositions des articles 7 à 9, pour autant que les personnes concernées soient soumises à la législation de l'une des Parties contractantes.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS CONCERNANT LES PRESTATIONS

##### *CHAPITRE 1<sup>ER</sup>*

##### *ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES*

#### Article 11

La personne qui, en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, a droit aux prestations en nature conformément à la législation d'une Partie contractante, bénéficie, en cas de séjour ou de résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante, des prestations en nature.

Les prestations en nature sont servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence de la personne, selon les dispositions qu'il applique, la durée d'octroi des prestations étant toutefois régie par la législation de la Partie compétente.

## Article 12

1. Le montant effectif des prestations en nature servies en vertu de l'article 11 est remboursé par l'institution compétente à l'institution qui a servi lesdites prestations, selon les modalités prévues dans l'Arrangement administratif.
2. Les autorités compétentes ou les institutions compétentes désigner par ces autorités compétentes peuvent décider d'un commun accord la renonciation totale ou partielle du remboursement prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> ou convenir entre eux d'un autre mode de remboursement.

## Article 13

Si la législation d'une Partie contractante prévoit explicitement ou implicitement que les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération pour apprécier le degré d'incapacité, les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre Partie contractante sont réputés survenus sous la législation de la première Partie.

## Article 14

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé une activité susceptible de provoquer ladite maladie sous la législation des deux Parties contractantes, les prestations auxquelles la victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la Partie sur le territoire de laquelle cette activité a été exercée en dernier lieu et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation, compte tenu, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 3.
2. Toutefois, si elle n'a pas droit à des prestations au titre de la législation de la Partie contractante applicable à l'activité exercée en dernier lieu, la demande est transmise par l'institution de cette Partie à l'institution compétente de l'autre Partie contractante, qui examinera la demande selon sa législation.
3. Si l'octroi de prestations de maladie professionnelle au titre de la législation d'une Partie contractante est subordonné à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque ladite maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre Partie contractante.

#### Article 15

Lorsque, en cas d'aggravation d'une maladie professionnelle, la personne qui bénéficie ou qui a bénéficié de prestations en vertu de la législation de l'une des Parties contractantes fait valoir, pour une maladie professionnelle de même nature, des droits à des prestations en vertu de la législation de l'autre Partie contractante, les règles suivantes sont applicables:

- a) si la personne n'a pas exercé sur le territoire de cette dernière Partie un emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle ou de l'aggraver, l'institution compétent de la première Partie est tenu d'assumer la charge des prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'il applique;
- b) si la personne a exercé sur le territoire de cette dernière Partie un tel emploi, l'institution compétent de la première Partie est tenu d'assumer la charge des prestations, compte non tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'il applique; l'institution compétent de la seconde Partie accorde à la personne un supplément dont le montant est déterminé selon la législation de cette Partie et qui est égal à la différence entre le montant de la prestation due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation.

#### Article 16

En ce qui concerne Israël, les allocations de formation professionnelle et de subsistance pour veuves et orphelins sont dues aux personnes visées à l'article 3, uniquement si elles résident en Israël et pendant toute la durée de leur présence effective en Israël.

## **CHAPITRE 2** **PRESTATIONS DE VIEILLESSE ET DE SURVIE**

### SECTION 1

#### Dispositions concernant les prestations belges

#### Article 17

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies conformément à la législation israélienne relatives aux pensions, sont totalisées en tant que de besoin, à la condition qu'elles ne se superposent pas avec les périodes d'assurance accomplies sous la législation belge, en vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations.

Lorsque deux périodes assimilées à des périodes d'assurance coïncident, seule la période accomplie dans la Partie où la personne a travaillé avant cette période est prise en considération.

2. Lorsque la législation belge subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession déterminée, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces prestations, que les périodes d'assurance accomplies ou assimilées dans la même profession en Israël.
3. Lorsque la législation belge subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession déterminée et lorsque ces périodes n'ont pu donner droit auxdites prestations, lesdites périodes sont considérées comme valables pour la liquidation des prestations prévues par le régime général des travailleurs salariés.

#### Article 18

1. Lorsqu'une personne satisfait aux conditions requises par la législation belge pour avoir droit aux prestations sans qu'il soit nécessaire de procéder à la totalisation, l'institution belge calcule le droit à la prestation directement sur la base des périodes d'assurance accomplies en Belgique et en fonction de la seule législation belge.

Cette institution procède aussi au calcul du montant de la prestation qui serait obtenu par application des règles prévues au paragraphe 2, lettres a) et b). Le montant le plus élevé est seul retenu.

2. Lorsqu'une personne peut prétendre à une prestation en vertu de la législation belge, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes d'assurance effectuée conformément à l'article 17, les règles suivantes s'appliquent:
  - a) L'institution belge calcule le montant théorique de la prestation qui serait due si toutes les périodes d'assurance accomplies en vertu des législations des deux Parties contractantes avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'il applique;
  - b) L'institution belge calcule ensuite le montant dû, sur la base du montant visé au lettre a), au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous sa seule législation par rapport à la durée de toutes les périodes d'assurance comptabilisées en vertu du lettre a).

### SECTION 2

#### Dispositions concernant les prestations israéliennes

#### Article 19

1. En ce qui concerne les personnes visées à l'article 3 de la présente Convention, qui ont été assurées en Israël pour une période d'au moins douze mois mais dont les périodes d'assurance israéliennes sont insuffisantes pour ouvrir le droit à une pension de vieillesse ou de survie, les périodes d'assurance accomplies sous la législation belge sont prises en considération à la condition qu'elles ne se superposent pas avec des périodes d'assurance israéliennes. Il n'est pas tenu compte de périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante avant le 1<sup>er</sup> avril 1954.

2. Lorsque le bénéficiaire ou son survivant peut prétendre à la prestation par la totalisation des périodes d'assurance accomplies sous la législation des deux Parties contractantes, l'institution compétente israélienne détermine la prestation comme suit:
  - a) la prestation israélienne due à une personne qui a accompli les périodes d'assurance qui ouvrent le droit à la prestation conformément à la législation israélienne est prise en considération comme montant théorique;
  - b) sur la base du montant théorique susvisé, l'institution compétent calcule la prestation partielle due en fonction de la durée des périodes d'assurance israéliennes que la personne a accomplies sous la législation israélienne, par rapport à la durée de toutes les périodes d'assurance qu'elle a accomplies sous la législation des deux Parties contractantes.
3. Le droit à une pension de vieillesse est subordonné à la condition que le bénéficiaire ait résidé en Israël ou ait été assuré en Belgique immédiatement avant avoir atteint l'âge donnant droit à une pension de vieillesse.
4. Le droit à une pension de survie est subordonné à la condition que le bénéficiaire et la personne décédée aient résidé en Israël ou que la personne décédée ait été assurée en Belgique au moment du décès, ou que la personne décédée ait perçu une pension de vieillesse immédiatement avant son décès.
5. Les allocations de formation professionnelle et de subsistance pour veuves et orphelins sont dues aux personnes visées à l'article 3 uniquement si elles résident en Israël et pendant toute la durée de leur présence effective en Israël.

### **CHAPITRE 3**

#### **PRESTATIONS D'INVALIDITÉ**

##### Article 20

1. La législation de la Partie contractante applicable à la personne au moment où la personne est devenue invalide sert à déterminer si la personne concernée perçoit une prestation d'invalidité. Les périodes d'assurance des deux Parties contractantes peuvent être totalisées en tant que de besoin en vue de l'acquisition, du maintien ou du recouvrement du droit à cette prestation.
2. Une personne qui remplit les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> obtient la prestation d'invalidité de l'institution compétente de la Partie contractante précitée conformément à la législation qu'il applique.

## Article 21

Le titulaire d'une prestation d'invalidité au titre de la législation belge conserve le bénéfice de cette prestation au cours d'un séjour temporaire en Israël, lorsque ce séjour a été préalablement autorisé par l'institution belge. Toutefois, cette autorisation ne peut être refusée que lorsque le séjour se situe dans la période au cours de laquelle, en vertu de la législation belge, l'institution compétente belge doit procéder à l'évaluation ou la révision de l'état d'invalidité.

## Article 22

En ce qui concerne Israël:

- a) les prestations spéciales pour personnes invalides, les allocations de subsistance pour enfants invalides d'une personne assurée, les prestations de rééducation professionnelle d'une personne invalide, les allocations de formation professionnelle et de subsistance pour le conjoint sont dues à la personne précitée à condition qu'elle réside en Israël et pendant toute la durée de sa présence effective en Israël;
- b) une personne couverte par la présente Convention qui réside en Belgique et qui a droit à une pension d'invalidité israélienne continue de percevoir la pension octroyée même en cas d'augmentation de son degré d'invalidité, due à une aggravation de son invalidité ou à une invalidité supplémentaire survenue à l'étranger.

**CHAPITRE 4**  
**DISPOSITIONS COMMUNES**  
**AUX PRESTATIONS DE VIEILLESSE, DE SURVIE ET D'INVALIDITÉ**

## Article 23

1. Si, en raison de l'augmentation du coût de la vie, de la variation du niveau des salaires ou d'autres causes d'adaptation, les prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité d'une Partie contractante sont modifiées d'un pourcentage ou montant déterminé, ce pourcentage ou montant est appliqué directement aux prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité de cette Partie, sans devoir procéder à un nouveau calcul des prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité de l'autre Partie contractante.
2. Par ailleurs, en cas de modification des règles ou de la procédure de calcul dans la législation d'une des Parties contractantes, en ce qui concerne la détermination des prestations de vieillesse, de survie ou d'invalidité, un nouveau calcul est effectué conformément à l'article 18, 19 ou 20.

**CHAPITRE 5**  
**ALLOCATIONS FAMILIALES**

Article 24

1. Lorsque la législation d'une Partie contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, en tant que de besoin aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Partie contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie contractante.
2. Les personnes soumises à la législation de l'une des Parties contractantes ont droit pour les enfants qui résident sur le territoire de l'autre Partie contractante aux allocations familiales prévues par la législation de la première Partie contractante.
3. Nonobstant le paragraphe 2, lorsqu'un droit aux allocations familiales est accordé dans les deux Parties contractantes, la Partie où l'enfant réside est considérée comme la Partie contractante compétente octroyant les allocations familiales en vertu de sa législation.

**TITRE IV**  
**DISPOSITIONS DIVERSES**

Article 25

Responsabilités des autorités compétentes

Les autorités compétentes:

- a) prennent, par arrangement administratif, les mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et désignent les institutions de liaison et les institutions compétents;
- b) définissent les procédures d'entraide administrative et les modalités de paiement des dépenses liées à l'obtention de certificats médicaux, administratifs et autres, nécessaires pour l'application de la présente Convention;
- c) se communiquent directement toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;
- d) se communiquent, dans les plus brefs délais et directement, toute modification de leur législation susceptible d'affecter l'application de la présente Convention.

## Article 26

Collaboration administrative

1. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes ainsi que les institutions compétentes de chacune des Parties contractantes se prêtent réciproquement leurs bons offices, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. Cette entraide est en principe gratuite; toutefois, les autorités compétentes ou les institutions compétentes désigné par ces autorités compétentes peuvent convenir du remboursement de certains frais.
2. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de droits de timbre, de greffe ou d'enregistrement prévues par la législation de l'une des Parties contractantes pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Partie.
3. Tous actes et documents à produire en application de la présente Convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques ou consulaires.
4. Pour l'application de la présente Convention, les autorités compétentes et les institutions compétentes des Parties contractantes sont habilités à correspondre directement entre eux de même qu'avec toute personne, quelle que soit sa résidence. La correspondance peut se faire dans une des langues officielles des Parties contractantes.

## Article 27

Echange de données personnelles

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 4 et suite à la demande explicite des données visés, les institutions des deux Parties contractantes sont autorisées, pour l'exécution de la présente Convention, à échanger des données personnelles, en ce compris des données relatives aux revenus des personnes, dont l'institution d'une Partie contractante a besoin en vue de l'application d'une législation de sécurité sociale.
2. Dans le cadre de la communication des données précitées, l'institution d'une Partie contractante est tenue de respecter la législation de cette Partie contractante en matière de protection de la vie privée et des données personnelles.
3. La conservation, le traitement et la diffusion de données personnelles par l'institution de la Partie contractante à laquelle ces données ont été communiquées sont régis par le législation de cette Partie contractante en matière de protection des données personnelles.
4. Les données auxquelles il est fait référence dans le présent article sont confidentielle et utilisées exclusivement en vue de l'application d'une législation de sécurité sociale et ne peuvent être échangées qu'entre les institutions compétentes et/ou les autorités compétentes des deux Parties contractantes.



## Article 28

Demandes, déclarations et recours

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'une Partie contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de l'autre Partie contractante. Dans ce cas, les demandes, déclarations ou recours doivent être transmis sans délai à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction de la première Partie contractante, par l'intermédiaire des autorités compétentes ou des institutions compétents désignés par ces autorités compétentes des Parties contractantes. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une autorité, d'une institution ou d'une juridiction de l'autre Partie contractante est considérée comme la date d'introduction auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction compétente pour en connaître.

Une demande ou un document ne peut être rejeté parce qu'il est rédigé dans une langue officielle de l'autre Partie contractante.

## Article 29

Reconnaissance des décisions et documents exécutoires

1. Toutes les décisions exécutoires des institutions compétentes ou des autorités compétentes de l'une des Parties contractantes, concernant les cotisations de sécurité sociale et d'autres créances en matière de sécurité sociale, en particulier concernant la récupération de prestations indûment versées, sont reconnues par les institutions compétentes ou les autorités compétentes de l'autre Partie contractante.
2. La reconnaissance ne peut être refusée que si elle est contraire à l'ordre public de la Partie contractante sur le territoire de laquelle la décision ou le document en question doivent être exécutés.
3. La procédure d'exécution de décisions et d'actes irrévocables doit être conforme à la législation y relative de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution a lieu.

## Article 30

Paiement des prestations

Les institutions débitrices de prestations en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans leur monnaie nationale.

Les dispositions de la législation d'une des Parties contractantes en matière de contrôle des changes ne peuvent faire obstacle au libre transfert des montants financiers résultant de l'application de la présente Convention.

## Article 31

Règlement des différends

1. Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente Convention seront réglés dans la mesure du possible par les autorités compétentes.
2. Si les autorités compétentes sont incapables de régler ces différends conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, les Parties contractantes doivent s'efforcer d'y parvenir au moyen de négociations par voie diplomatique.

## Article 32

Paiements indus

1. Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations en application de la Convention, l'institution d'une Partie contractante a versé au bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cet institution peut demander à l'institution de l'autre Partie, débiteur d'une prestation correspondante en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels des arrérages dus audit bénéficiaire. Les modalités d'application de cette disposition seront arrêtées de commun accord entre les autorités compétentes belges et israéliennes.  
Si le montant payé en trop ne peut être retenu sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe 2 sont applicables.
2. Lorsque l'institution de l'une des Parties contractantes a versé à un bénéficiaire de prestations une somme excédant celle à laquelle il a droit, cet institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'il applique, demander à l'institution de l'autre Partie contractante, débiteur de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de déduire la somme excédentaire des montants qu'il verse audit bénéficiaire. Ce dernier institution opère la déduction dans les conditions et limites où une telle compensation est autorisée par la législation qu'il applique, comme s'il s'agissait de sommes excédentaires payées par lui-même, et transfère le montant ainsi déduit à l'institution créancier.

## Article 33

Coopération en matière de lutte contre les fraudes

Sous réserve de la législation respective de chaque Partie contractante, et outre l'application des principes généraux de coopération administrative, les autorités compétentes conviendront, dans un arrangement administratif, des modalités selon lesquelles elles se prêtent leur concours pour lutter contre les fraudes transfrontalières relatives aux cotisations et aux prestations de sécurité sociale, en particulier pour ce qui concerne la résidence effective des personnes, le décès de personnes, l'appréciation des revenus, le calcul des cotisations et les cumuls de prestations.

**TITRE V**  
**DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

Article 34

Éventualités antérieures à l'entrée en vigueur de la Convention

1. La présente Convention s'applique également aux éventualités qui se sont réalisées antérieurement à son entrée en vigueur.
2. La présente Convention n'ouvre aucun droit à des prestations pour une période antérieure à son entrée en vigueur.
3. Toute période d'assurance accomplie sous la législation de l'une des Parties contractantes avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination du droit à une prestation s'ouvrant conformément aux dispositions de cette Convention.
4. La présente Convention ne s'applique pas aux droits qui ont été liquidés par l'octroi d'une indemnité forfaitaire ou par le remboursement de cotisations.

Article 35

Révision, prescription, déchéance

1. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire d'une Partie contractante est, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.
2. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une prestation, sont révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. En aucun cas, une telle révision ne doit avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.
3. Si la demande visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts découlent de l'application de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de l'une ou de l'autre Partie contractante, relatives à la déchéance ou à la prescription des droits, soient opposables aux intéressés.
4. Si la demande visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits sont acquis à partir de la date de la demande, sous réserve de dispositions plus favorables de la législation de la Partie contractante en cause.

## Article 36

Durée

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par une des Parties contractantes par notification écrite adressée par note diplomatique à l'autre Partie avec un préavis de douze mois.

## Article 37

Garantie des droits acquis ou en voie d'acquisition

En cas de dénonciation de la présente Convention, les droits et paiements des prestations acquis en vertu de la Convention seront maintenus. Les Parties contractantes prendront des arrangements en ce qui concerne les droits en voie d'acquisition.

## Article 38

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date de réception de la note par laquelle la dernière des deux Parties contractantes aura signifié à l'autre Partie contractante que toutes les formalités internes légalement requises ont été accomplies.
2. Le jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Etat d'Israël, signée à Bruxelles le 5 juillet 1971, est remplacée par la présente Convention.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

**FAIT** à Jérusalem, le 24 mars 2014.. en double exemplaire, en langue française, néerlandaise, hébraïque et anglaise, chaque texte faisant foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

**CONVENTION**  
**ON**  
**SOCIAL SECURITY**  
**BETWEEN**  
**THE KINGDOM OF BELGIUM**  
**AND**  
**THE STATE OF ISRAEL**

**CONVENTION  
ON  
SOCIAL SECURITY  
BETWEEN  
THE KINGDOM OF BELGIUM  
AND  
THE STATE OF ISRAEL**

**THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM**

**AND**

**THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL,**

**WISHING** to arrange the mutual relations between the two Parties in the field of social security,

**HAVE DECIDED** to conclude a convention for this purpose and have agreed as follows:

**PART I  
GENERAL PROVISIONS**

Article 1  
Definitions

1. For the implementation of this Convention:
  - (a) The term “Belgium” means: the Kingdom of Belgium;  
the term “Israel” means: the State of Israel.
  - (b) The term “national” means:  
  
as regards Belgium: a person with Belgian nationality;  
as regards Israel: a person with Israeli nationality.
  - (c) The term “legislation” means: the laws and regulations specified in article 2.
  - (d) The term “competent authority” means:  
  
as regards Belgium: the Ministers, each to the extent that he is responsible for the implementation of the legislation specified in paragraph 1 A of article 2;  
  
as regards Israel: the Minister responsible for the implementation of the legislation in paragraph 1 B of article 2.
  - (e) The term “institution” means: the institution, the organization or the authority responsible in full or in part for the implementation of the laws specified in paragraph 1 of article 2.
  - (f) The term “insurance period” means: any period recognized as such in the legislation this period was completed under, as well as any period recognized as equivalent to an insurance period under this legislation.
  - (g) The term “benefit” means: any benefit in kind or in cash provided for by the legislation of each of the contracting Parties, including any supplements or increases applicable to them under the laws specified in article 2.
  - (h) The term “family benefits” means:  
  
as regards Belgium: periodical cash benefits granted exclusively by reference to the number and the age of the children, excluding other supplements;  
  
as regards Israel: children’s benefits granted according to the legislation of Israel.
  - (i) The term “family member” means: any person defined or recognized as a family member or designated as a member of the household by the legislation under which the benefits are provided.
  - (j) The term “survivor” means: any person defined or recognized as such by the legislation under which the benefits are provided.
  - (k) The term “stateless person” means: any person defined as a stateless person in article 1 of the Convention relating to the status of stateless persons, dated September 28, 1954.

- (l) The term “refugee” means: any person recognized as having the status of refugee in application of the Convention relating to the status of refugees dated July 28, 1951, as well as to the additional protocol to that Convention dated January 31, 1967.
  - (m) The term “personal data” means: any information relating to an identified or identifiable natural person (‘data subject’); an identifiable person is one who can be identified, directly or indirectly, in particular by reference to an identification number or to one or more factors specific to his physical, physiological, mental, economic, cultural or social identity.
2. Any term not defined in paragraph 1 of this article shall have the meaning assigned to it in the applicable legislation.

Article 2  
Legislative scope

1. This Convention shall apply:
- A. as regards Belgium, to the laws concerning:
    - a) accidents at work and occupational diseases;
    - b) retirement and survivors’ pensions for salaried persons and self-employed persons;
    - c) the invalidity insurance for salaried persons, sailors of the merchant marine, mine workers and self-employed persons;
    - d) family benefits for salaried persons and self-employed persons,
 and, as regards Part II only, to the laws concerning:
    - e) the social security for salaried persons;
    - f) the social security for self-employed persons;
  - B. as regards Israel, to the National Insurance Law, (Consolidated Version) 5755 – 1995, as far as it applies to the following branches of insurance:
    - a) old age and survivors’ insurance;
    - b) invalidity insurance;
    - c) work injury insurance;
    - d) children’s insurance,
 and, as regards Part II only, to the National Insurance Law, (Consolidated Version) 5755 – 1995.
2. This Convention shall also apply to all acts or regulations which will amend or extend the legislation specified in paragraph 1 of this article.



It shall apply to any act or regulation which will extend the existing schemes to new categories of beneficiaries, unless, in this respect, the contracting Party which has amended its legislation does notify the other contracting Party of its objections within six months of the official publication of the said acts.

This Convention shall not apply to acts or regulations that establish a new social security branch, unless the competent authorities of the contracting Parties agree on this application.

### Article 3 Personal scope

Unless otherwise specified, this Convention shall apply:

- (a) to all persons who are or have been subject to the legislation of either of the contracting Parties, and who are:
  - (i) nationals of one of the contracting Parties,
  - (ii) nationals of one of the member states of the European Union,
  - (iii) nationals of a third State with whom both contracting Parties are linked through a Convention on social Security,
  - (iv) stateless persons or refugees recognized by either of the contracting Parties,and to any other person in regard to the rights they derive from the person described above;
- (b) to family members and survivors of persons who have been subject to the legislation of either of the two contracting Parties, regardless of the latter persons' nationality, if the family members or survivors are nationals of either of the contracting Parties, of one of the member states of the European Union or of a State with whom both contracting Parties are linked through a Convention on social Security, or stateless persons or refugees recognized by either of the contracting Parties.

### Article 4 Equality of treatment

Unless otherwise specified in this Convention, the persons referred to in article 3, while residing in the territory of a contracting Party, shall be subject to the obligations and shall benefit from the legislation of the contracting Party under the same conditions as nationals of that Party.

### Article 5 Export of benefits

1. Unless otherwise specified in this Convention, benefits in cash in respect of invalidity, old-age, survivors', accidents at work and occupational diseases acquired under the legislation of either of the contracting Parties cannot be subject to any reduction or modification owing to the fact that the beneficiary stays or resides in the territory of the other contracting Party.

2. The old-age and survivors' benefits and the benefits in respect of accidents at work and occupational diseases due from either of the contracting Parties are paid to nationals of the other Party residing in the territory of a third country, under the same conditions as if they were nationals of the former Party residing in the territory of this third country.

Article 6  
Reduction or Suspension Clauses

The reduction or suspension clauses provided for in the legislation of one Contracting Party, in case one benefit coincides with other social security benefits or with other incomes owing to a professional activity, shall be applied to the beneficiaries, even if these benefits were acquired by virtue of a scheme of the other Contracting Party, or if the related professional activities are exercised in the territory of the other Contracting Party.

However, this provision shall not apply when benefits of the same nature, calculated in proportion to the duration of insurance periods fulfilled in both Contracting Parties, coincide.

**PART II**  
**PROVISIONS CONCERNING THE APPLICABLE LEGISLATION**

Article 7  
General provisions

1. Subject to articles 8 to 10, the applicable legislation is determined according to the following provisions:
  - a) unless otherwise provided in this Convention, a person who works as an employee or a self-employed person in the territory of a contracting Party shall, with respect to that employment or self-employment, be subject only to the legislation of that contracting Party, regardless of the Party in which the employer has its registered office and regardless of the Party in which the self-employed person has its residence;
  - b) a person who works as an employee on board a ship that flies the flag of a Contracting Party, shall be subject to the legislation of the Contracting Party in which he has his residence;  
  
a person who works as an employee or as a self-employed person on board a ship that flies the flag of a third country, is subject to the Israeli legislation if his employer has its registered office in Israel and if the person concerned resides in Israel;
  - c) persons who are members of the traveling or flying personnel of an undertaking which, for hire or reward or on its own account, operates international transport services for passengers or goods by rail, road or air and has its registered office in the territory of a contracting Party shall be subject to the legislation of the latter Party.

If, however, the enterprise has a branch or permanent representation in the territory of the other contracting Party, the salaried persons employed by that branch or representation shall be subject to the legislation of the contracting Party in the territory in which it is located.

2. A person who exercises a self-employed professional activity in the territory of both contracting Parties shall only be subject to the legislation of the contracting Party in which territory he has his habitual residence. For the purpose of determining the amount of income to be taken into account for the contributions to be charged under the legislation of this contracting Party, the professional income as a self-employed person acquired in the territories of both Parties shall be taken into account.
3. In case of simultaneous exercise of a self-employed professional activity in Belgium and an employed professional activity in Israel, the activity exercised in Israel shall be assimilated to an employed professional activity exercised in Belgium, in order to determine the obligations resulting from the Belgian legislation concerning the social status of self-employed persons.
4. The person who exercises simultaneously a salaried activity in the territory of both Contracting Parties shall only be subject to the legislation of the Contracting Party in which territory he has his habitual residence. For the purpose of determining the amount of the incomes to be taken into account for the contributions to be charged under the legislation of this Contracting Party, the professional incomes as a salaried person acquired in the territories of both Parties shall be taken into account, in accordance with their respective legislation.

#### Article 8

##### Special provisions

1. An employed person who, being in the service of an enterprise with an office on which he normally depends in the territory of one of the contracting Parties, is posted by this enterprise in the territory of the other contracting Party to work on its account, shall be, just like his family members who accompany him, subject to the legislation of the former Party, as if he continues to be employed in his territory on the condition that the foreseeable duration of his work does not exceed twenty-four months and that he is not sent to replace another person whose posting period has come to an end.
2. Paragraph 1 b) of article 7 does not apply to persons not normally employed at sea who work in the territorial waters or in a harbour of one of the contracting Parties. Depending on the case, either paragraph 1 a) of article 7 or paragraph 1 of this article applies.
3. If the detachment referred to in paragraph 1 of this article continues beyond twenty-four months, the competent authorities of the two contracting Parties or the competent institutions designated by these competent authorities may agree that the employee remains subject only to the legislation of the first contracting Party.

## Article 9

Civil servants, members of diplomatic missions and consular posts

1. Civil servants and equivalent personnel are subject to the legislation of the contracting Party whose administration employs them. These persons, as well as their family members are, for this purpose, considered to be residing in this contracting Party, even if they are in the territory of the other contracting Party.
2.
  - a) Nationals of a contracting Party sent by the government of this contracting Party to the territory of the other contracting Party as members of a diplomatic mission or a consular post are subject to the legislation of the former contracting Party.
  - b) Persons engaged by a diplomatic mission or a consular post of one of the contracting Parties in the territory of the other contracting Party are subject to the legislation of the latter contracting Party.

However, persons who are nationals of the former contracting Party and who opted, before entry into force of this Convention, on the basis of the Convention on Social Security between the Kingdom of Belgium and the State of Israel signed in Brussels on 5 July 1971, for the legislation of this contracting Party to be applied, will remain subject to this legislation.

- c) When the diplomatic mission or the consular post of one of the contracting Parties employs persons who, pursuant to subparagraph b), are subject to the legislation of the other contracting Party, the mission or post takes into account the obligations imposed on the employers under the legislation of this contracting Party.
- d) The provisions in subparagraphs b) and c) also apply by analogy to persons employed in private service of a person specified in subparagraph a).
- e) The provisions of this paragraph also apply to the family members of the persons referred to in subparagraphs a) to d), living at home, unless they work as an employee or a self-employed.
- f) The provisions of subparagraphs a) to d) neither apply to honorary members of a consular post nor to persons employed in private service of these persons.

## Article 10

Derogations

In the interest of certain insured persons or certain categories of insured persons, as regards Belgium the competent authorities and as regards Israel the competent institution can, subject to mutual agreement in writing, specify derogations to the provisions of articles 7 to 9 provided that the affected persons shall be subject to the legislation of one of the Contracting Parties.

**PART III**  
**PROVISIONS CONCERNING BENEFITS**

**CHAPTER 1**  
***ACCIDENTS AT WORK AND OCCUPATIONAL DISEASES***

Article 11

A person who, due to an accident at work or an occupational disease, is entitled to benefits in kind in accordance with the legislation of a contracting Party, receives benefits in kind when he stays or resides in the territory of the other contracting Party.

The benefits in kind are provided on behalf of the competent institutions by the institution where the person stays or resides, in accordance with the provisions it administers; the period during which benefits may be granted is, however, determined by the legislation of the competent Party.

Article 12

1. The real amount of the benefits in kind provided by virtue of article 11 is reimbursed by the competent institution to the institution who has provided these benefits, in accordance with the procedure determined in the Administrative Arrangement.
2. The competent authorities or competent institution designated by these competent authorities may, in common agreement, waive in full or in part the reimbursement referred to in paragraph 1 or provide for another method of reimbursement.

Article 13

If the legislation of a contracting Party provides explicitly or by implication that accidents at work or occupational diseases which have occurred previously shall be taken into consideration in order to assess the degree of incapacity, accidents at work and occupational diseases which have occurred previously under the legislation of the other contracting Party shall be considered as having occurred under the legislation of the former Party.

Article 14

1. When a person who has contracted an occupational disease has, under the legislation of both contracting Parties, pursued an activity which by its nature is likely to cause that disease, the benefits that he or his survivors may claim shall be awarded exclusively in accordance with the legislation of the Party under which the activity was last pursued and subject to the fact that the person concerned satisfies the conditions of this legislation, taking into account, where appropriate, the provisions of paragraph 3.

2. However, if he is not entitled to benefits in accordance with the legislation of the contracting State under which the activity was last pursued, the application will be transmitted by the institution of this State to the competent institution of the other contracting State, which will examine the application under his legislation.
3. If, under the legislation of a contracting Party, the granting of benefits in respect of an occupational disease is subject to the condition that the disease in question was first diagnosed within its territory, such condition shall be deemed to be satisfied if the disease was first diagnosed in the territory of the other contracting Party.

#### Article 15

In the event of aggravation of an occupational disease, if a person who has received or is receiving benefits under the legislation of either of the contracting Parties asserts rights to benefits under the legislation of the other contracting Party for an occupational disease of the same nature, the following rules shall apply:

- a) if the person concerned has not been engaged in the territory of the latter Party in an occupation likely to cause or to aggravate the disease in question, the competent institution of the former Party shall be bound to meet the costs of the benefits under the provisions of the legislation which it administers, taking into account the aggravation;
- b) if the person concerned has pursued such an activity in the territory of the latter Party, the competent institution of the former Party shall be bound to meet the costs of the benefits under the provisions of the legislation which it administers without taking the aggravation into account; the competent institution of the second Party shall grant a supplement to the person concerned, the amount of which shall be determined by the legislation of this Party and shall be equal to the difference between the amount of the benefit due after the aggravation and the amount of the benefit which would have been due prior to the aggravation.

#### Article 16

As regards Israel, vocational training and subsistence allowances for widows and orphans are payable to persons designated in article 3, only if they reside in Israel and for as long as they are actually present in Israel.

**CHAPTER 2**  
**OLD-AGE AND SURVIVORS' BENEFITS**

SECTION 1  
Provisions concerning Belgian benefits

Article 17

1. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, for the acquisition, retention or recovery of the right to benefits, the insurance periods and the equivalent periods completed pursuant to the Israeli legislation concerning pensions are totalized, when necessary and to the extent that they do not overlap, with the insurance periods completed pursuant to the Belgian legislation.

When two periods recognized as periods equivalent to an insurance period coincide, only the period completed in the Party where the person concerned has worked before this period shall be taken into consideration.

2. If the Belgian legislation subordinates the granting of certain benefits to the condition that the insurance periods are to be completed in a given occupation, only insurance periods completed or recognized as equivalent in the same occupation in Israel shall be totalized for admission to entitlement to these benefits.
3. If the Belgian legislation subordinates the granting of certain benefits to the condition that the insurance periods are to be completed in a determined occupation, and when these periods did not result in entitlement to the said benefits, the said periods shall be considered valid for the liquidation of the benefits provided for in the general scheme of salaried persons.

Article 18

1. If a person is entitled to benefits under the Belgian legislation without necessarily proceeding to totalization, the Belgian institution shall calculate the benefit entitlement directly on the basis of the insurance periods completed in Belgium and only under the Belgian legislation.

This institution shall also calculate the amount of the benefit that would be obtained by applying the rules specified in paragraph 2 a) and b). Only the higher of these two amounts shall be taken into consideration.

2. If a person is entitled to a benefit by virtue of the Belgian legislation, with his right being created solely taking the totalization of the insurance periods into account pursuant to article 17, the following rules apply:
  - a) the Belgian institution shall calculate the theoretical amount of the benefit due as if all the insurance periods completed according to the two contracting Parties' legislations were exclusively completed under the legislation it applies;
  - b) the Belgian institution shall then calculate the amount due, on the basis of the amount specified under a), in proportion to the duration of the insurance periods under its legislation, in relation to the duration of all insurance periods accounted under a).

SECTION 2  
Provisions concerning Israeli benefits

Article 19

1. Regarding persons designated in article 3 of this Convention who have been insured in Israel for at least twelve months but do not have sufficient Israeli periods of insurance for entitlement to an old age or survivors' pension, periods of insurance completed under the Belgian legislation shall be taken into account insofar as they do not overlap with Israeli periods of insurance. No account shall be taken of any insurance period completed under the legislation of the other contracting Party before 1 April 1954.
2. If the beneficiary or his survivor qualifies for the benefit when periods of insurance completed under the legislation of both contracting Parties are totalized, the Israeli competent institution shall determine the benefit as follows:
  - a) the Israeli benefit which is payable to a person who has completed the qualifying periods of insurance according to Israeli legislation shall be taken into account as a theoretical sum;
  - b) on the basis of the above theoretical sum the competent institution shall calculate the partial benefit payable according to the ratio between the length of Israeli periods of insurance which the person has completed under the legislation of Israel and the total of all insurance periods completed by him under the legislation of both contracting Parties.
3. The right to an old age pension shall be conditional on the beneficiary having been a resident of Israel or insured in Belgium immediately before attaining the age entitling him to an old age pension.
4. The right to a survivors' pension shall be conditional on the beneficiary and the deceased having been residents of Israel or the deceased having been insured in Belgium at the time of death, or the deceased having received an old age pension immediately before his death.
5. Vocational training and subsistence allowances for widows and orphans are payable to persons designated in article 3 only if they reside in Israel and for as long as they are actually present in Israel.

**CHAPTER 3**  
**INVALIDITY BENEFITS**

Article 20

1. The legislation of the contracting Party which was applicable to the person at the time that the person became invalid, shall be used to determine whether the person concerned receives an invalidity benefit. The insurance periods of both contracting Parties may be totalized where necessary for the acquisition, retention or recovery of the right to that benefit.
2. A person who satisfies the conditions referred to in paragraph 1 shall obtain the invalidity benefit from the competent institution of the aforementioned contracting Party, in accordance with the legislation which it administers.



## Article 21

A beneficiary of an invalidity benefit under the Belgian legislation is still entitled to this benefit during a temporary stay in Israel when this temporary stay has first been authorized by the Belgian institution. This authorization can, however, only be refused if the temporary stay takes place in the period during which, by virtue of the Belgian legislation, the Belgian competent institution must estimate or revise the state of invalidity.

## Article 22

As regards Israel:

- a) special services for invalid persons, subsistence allowances for invalid children of an insured person, professional rehabilitation for an invalid person, vocational training and subsistence allowances for his spouse are payable to such a person as mentioned above, providing he is resident in Israel and as long as he is actually present in Israel;
- b) a person covered by this Convention who resides in Belgium and is entitled to an Israeli invalidity pension shall continue to receive the pension that he has been awarded even if there is an increase in the degree of his invalidity, as a result of an aggravation of his invalidity or the addition of a further cause of invalidity arising abroad.

**CHAPTER 4****COMMON PROVISIONS****TO OLD AGE, SURVIVORS' AND INVALIDITY BENEFITS**

## Article 23

1. If, because of the rising cost of living, the variation of the wage levels or other adaptation causes, the old age, survivors' or invalidity benefits from one contracting Party are changed with a given percentage or amount, this percentage or amount should be directly applied to the old age, survivors' or invalidity benefits from that Party, without having to proceed to a new calculation of the old-age, survivors' or invalidity benefits from the other contracting Party.
2. On the other hand, in case of modification of the rules or of the computation process in the legislation of one of the contracting Parties with regard to the establishment of the old age, survivors' or invalidity benefits, a new computation shall be performed according to article 18, 19 or 20.

**CHAPTER 5**  
**FAMILY BENEFITS**

Article 24

1. When the legislation of a contracting Party makes acquisition of the rights to benefits conditional upon completion of periods of insurance, the institution that applies this legislation shall take into account for this purpose, to the extent necessary for totalization, the periods of insurance completed under the legislation of the other contracting Party, as if it were periods of insurance completed under the legislation of the first contracting Party.
2. Persons subject to the legislation of either of the contracting Parties are entitled, for the children residing in the territory of the other contracting Party, to the family benefits provided for by the legislation of the first contracting Party.
3. Notwithstanding paragraph 2, when a right to family benefits is granted in both contracting Parties, the Party where the child resides is considered as the competent Party granting family benefits by virtue of its legislation.

**PART IV**  
**MISCELLANEOUS PROVISIONS**

Article 25

Responsibilities of the competent authorities

The competent authorities:

- a) shall take, by means of an Administrative Arrangement, the measures required to implement this Convention and shall designate the liaison institutions and the competent institutions;
- b) shall define the procedures for mutual administrative assistance, including the sharing of expenses associated with obtaining medical, administrative and other evidence required for the implementation of this Convention;
- c) shall directly communicate to each other any information concerning the measures taken for the application of this Convention;
- d) shall directly communicate to each other, as soon as possible, all changes in their legislation to the extent that these changes might affect the application of this Convention.

## Article 26

Administrative collaboration

1. For the implementation of this Convention, the competent authorities as well as the competent institutions of both contracting Parties shall lend each other their good offices as they would for the application of their own legislation. In principle, this assistance shall be provided free of charge; however, the competent authorities or the competent institutions designated by these competent authorities, may agree on the reimbursement of some expenses.
2. The benefit of the exemptions or reductions of taxes, of stamp duties or of registration or recording fees provided for by the legislation of one contracting Party in respect of certificates or other documents which must be produced for the application of the legislation of that Party shall be extended to certificates and similar documents to be produced for the application of the legislation of the other Party.
3. All acts and documents which must be produced for the implementation of this Convention shall be exempt from authentication by diplomatic or consular authorities.
4. For the implementation of this Convention, the competent authorities and institutions of the contracting Parties may communicate directly with each other as well as with any person, regardless of the residence of such persons. Such communication may be made in one of the official languages of the contracting Parties.

## Article 27

Exchange of personal data

1. Subject to paragraphs 2 to 4 and following the request of the data subject, the institutions of both Contracting Parties are authorised for the execution of this Convention to exchange personal data, including data concerning the income of the persons that the institution of a Contracting Party needs for the implementation of a legislation concerning social security.
2. In communicating the abovementioned data, the institution of a Contracting Party is subject to the legislation concerning the protection of privacy and personal data of this Contracting Party.
3. The keeping, processing and distribution of personal data by the institution of the Contracting Party to which these data have been communicated, is governed by the legislation concerning the protection of personal data of this Contracting Party.
4. The data referred to in the present article shall be confidential and used exclusively for the implementation of a legislation concerning social security and will only be communicated between the competent institutions and/or the competent authorities of both Contracting Parties.

## Article 28

Claims, notices and appeals

Claims, notices or appeals which, according to the legislation of one of the contracting Parties, should have been submitted within a specified period to the authority, institution or jurisdiction of this Party, are acceptable if they are presented within the same specified period to an authority, an institution or a jurisdiction of the other contracting Party. In this case, the claims, notices or appeals must be sent without delay to the authority, institution or jurisdiction of the former contracting Party, through the competent authorities or competent institutions designated by these competent authorities of the contracting Parties. The date on which these claims, notices or appeals have been submitted to an authority, an institution or a jurisdiction of the second contracting Party shall be considered to be the date of submission to the authority, institution or jurisdiction authorized to accept such claims, notices or appeals.

An application or document may not be rejected because it is written in an official language of the other contracting Party.

## Article 29

Recognition of Executable decisions and documents

1. All executable decisions of the competent institutions or competent authorities of one of the Contracting Parties with respect to contributions and other receivables from the social security, in particular regarding the reclamation of undue paid benefits, shall be recognised by the competent institutions or competent authorities of the other Contracting Party.
2. Recognition may be refused only in case it contradicts the public order of the Contracting Party where the said decision or document must be executed.
3. The procedure of execution of irrevocable decisions and acts has to be in accordance with the legislation of the Contracting Party on the territory of which the execution takes place governing the execution of such decisions and acts.

## Article 30

Payment of benefits

The benefits paying institutions may discharge their obligations under this Convention in their national currency.

The provisions in the legislation of one of the contracting Parties with regard to exchange control may not obstruct the free transfer of financial amounts resulting from the implementation of this Convention.

## Article 31

Resolution of disputes

1. Disputes which arise in interpreting or applying this Convention shall be resolved, to the extent possible, by the competent authorities.
2. Should the competent authorities be unable to resolve such disputes, pursuant to paragraph 1, the contracting Parties shall endeavor to do so by negotiations through diplomatic channels.

## Article 32

Payments that are not due

1. When the institution of a contracting Party has paid to a beneficiary of benefits, during the settlement or revision of benefits in accordance with the Convention, a sum that exceeds the one he is entitled to, this institution may request that the institution of the other Party that must pay a corresponding benefit in favour of this beneficiary to deduct the excess amount from the outstanding arrears due to the said beneficiary. The details of implementation of this provision shall be fixed in common agreement between the Belgian and Israeli competent institutions.  
If the excess amount cannot not be deducted from the outstanding arrears, the provisions of paragraph 2 shall apply.
2. When the institution of one of the contracting Parties has paid to a beneficiary of benefits a sum that exceeds the one he is entitled to, this institution may, under the conditions and within the limits specified by the legislation it applies, request that the benefits paying institution of the other contracting Party in favour of this beneficiary deduct the excess amount from the sums it pays to the said beneficiary. The latter institution makes the deduction under the conditions and within the limits such a compensation is authorized by virtue of the legislation it applies, as if it were sums paid in excess by itself, and transfers the amount so deducted to the crediting institution.

## Article 33

Cooperation concerning the fight against fraud

Subject to the respective legislation of each Contracting Party, alongside the implementation of general principles concerning administrative collaboration, the competent authorities will agree in an administrative arrangement on the regulations according to which they will cooperate to fight against fraud with regard to social security contributions and benefits that cross the boundaries of a Contracting Party, and particularly with regard to the actual residence of persons, the decease of persons, the estimation of income, the calculation of contributions and the accumulation of benefits.

**PART V**  
**TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS**

Article 34

Events prior to the coming into force of the Convention

1. This Convention shall also apply to events which occurred prior to its coming into force.
2. This Convention shall not create any entitlement to benefits for any period prior to its coming into force.
3. All insurance periods completed under the legislation of one of the contracting Parties prior to the date on which this Convention comes into force shall be taken into consideration in determining entitlement to any benefit in accordance with the provisions of this Convention.
4. This Convention shall not apply to rights that were liquidated by the granting of a lump sum payment or the reimbursement of contributions.

Article 35

Revision, proscription, forfeiture

1. Any benefit that was not paid or that was suspended by reason of the nationality of a beneficiary or by reason of his residence outside the territory of one contracting Party, shall, upon application by that beneficiary, be paid or restored on the date of entry into force of this Convention.
2. The entitlement of beneficiaries who, prior to the coming into force of this Convention, obtained the payment of a benefit may be revised upon application by those persons, in accordance with the provisions of this Convention. In no case shall such a revision result in a reduction of the prior entitlement of the beneficiaries.
3. If the application referred to in paragraph 1 or 2 of this article is made within two years of the entry into force of this Convention, any entitlement arising from the implementation of this Convention shall be effective from that date, and the legislation of either contracting Party concerning the forfeiture or the proscription of rights shall not be applicable to such beneficiaries.
4. If the application referred to in paragraph 1 or 2 of this article is made after two years following the coming into force of this Convention, the rights which are not subject to forfeiture or which are not proscribed shall be acquired from the date of the application, unless more favourable legislative provisions of the contracting Party concerned are applicable.

Article 36

Duration

This Convention is concluded without any limitation on its duration. It may be terminated by either contracting Party giving twelve months' notice in writing to the other Party by diplomatic note.

## Article 37

Guarantee of rights that are acquired or in the course of acquisition

In the event of termination of this Convention, any rights and payment of benefits acquired by virtue of the Convention shall be maintained. The contracting Parties shall make arrangements regarding the rights in the course of acquisition.

## Article 38

Entry into force

1. This Convention shall enter into force on the first day of the third month following the date of receipt of the note through which the last of both contracting Parties will have given notice by diplomatic channel to the other contracting Party that all required internal legal formalities have been accomplished.
2. On the date of entry into force of this Convention, the Convention on Social Security between the Kingdom of Belgium and the State of Israel, signed in Brussels on 5 July 1971, will be replaced by this Convention.

**IN WITNESS WHEREOF**, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

**DONE** in two copies at Jerusalem, on the 24 of March 2014 in French, Dutch, Hebrew and English, each text being equally authentic. In case of divergence in interpretation, the English text will prevail.